

# 1976 : Les stratégies de l'URSS et des partis communistes en Europe occidentale et méridionale

**Pierre Hassner**  
(1933 - 2018)

En publiant cette note, nous souhaitons rendre hommage à son auteur Pierre Hassner, un compagnon de route du CAPS, décédé le 26 mai 2018. Ce grand spécialiste des relations internationales, dont les réflexions étaient souvent inspirées de sa connaissance des classiques de la philosophie, aura marqué ses pairs, les étudiants de sa discipline, mais aussi un très grand nombre de diplomates et tout particulièrement au Centre d'analyse et de prévision. A l'époque de la rédaction de cette note, en 1976, Pierre Hassner est déjà reconnu dans le milieu des spécialistes comme l'un des meilleurs analystes de la Guerre froide à la fois en France (où il enseignait à Science-po depuis 1964) et aux Etats-Unis (où ayant obtenu une bourse de la fondation Rockefeller, il alla en 1956-57 à l'université de Chicago pour travailler sur sa thèse, qu'il ne finira pas ; il y retournera plus tard en tant que *Visiting Professor*). Considéré comme un proche de Raymond Aron, Pierre Hassner s'était alors, depuis plusieurs années déjà, rapproché des milieux de la gauche antitotalitaire (et de la revue *Esprit* en particulier) et il aurait été impossible de dissocier son enseignement, de son expertise et de son engagement en faveur des mouvements de dissidences à l'Est : l'année 1976 est celle du 20ème anniversaire du soulèvement hongrois et, à cette occasion, Pierre Hassner ne manqua pas d'apporter son soutien actif et public à ceux qui résistaient aux dictatures communistes de l'intérieur ou depuis leur exil. Né à Bucarest en 1933, il avait dû lui-même s'exiler de Roumanie avec ses parents en 1948 pour fuir les persécutions contre la « classe bourgeoise » après avoir fui celles contre les juifs).

Cette note ne porte cependant pas sur les pays d'Europe centrale et de l'Est mais sur l'Europe occidentale et méridionale, celle qui était restée du « bon côté » du mur mais qui néanmoins était aussi fortement influencée par l'idéologie communiste. Les partis communistes, du Portugal à la France en passant par l'Italie et l'Espagne sont des acteurs - clandestins ou officiels - majeurs dont il était particulièrement difficile de mesurer la nature exacte des stratégies de conquête du pouvoir et des liens avec la « maison-mère », l'URSS. On retrouvera dans cette note de 1976 le style inimitable de Pierre Hassner, fait de longues phrases balancées enchaînant les raisonnements dialectiques à partir des facteurs en opposition ou en évolution, qui contraste avec des parties plus synthétiques où les énumérations et comparaisons sont livrées dans un style quasi télégraphique. L'ensemble apporte une vision à la fois globale et très précise des différences entre les PC, notamment le parti communiste italien et le parti communiste français, et de l'état des relations ambiguës entre Moscou et les partis communistes : « L'URSS a toujours poursuivi deux politiques. D'Etat à Etat et de parti à parti ». C'est dans ce type de formules lumineuses que se concentre toute la perspicacité d'une analyse dont la résonance avec la politique actuelle de Moscou n'est pas l'aspect le moins troublant. Peu de notes peuvent ainsi nous replonger dans les méandres d'un passé révolu, lointain et oublié, tout en apportant des éléments de compréhension d'un présent qui, à bien d'autres égards, nous échappe aussi.

Ajoutons à ces « quelques considérations préliminaires » que Pierre Hassner n'est pas resté l'expert d'une seule période. Au contraire, penseur de la complexité du monde et de ses évolutions continues, qu'il saisissait avec d'autant plus de profondeur qu'il était lui-même un esprit libre et hors-norme, il aura aussi été celui des bouleversements et des changements d'époque que nous avons connus ensuite. Tout en en dégagant les continuités historiques et les permanences anthropologiques, il décrypta avec autant de finesse les nouvelles problématiques qui émergèrent avec la fin de la guerre froide puis avec les attentats du 11 septembre 2001 – les crises identitaires et institutionnelles, la remontée des nationalismes et des passions collectives, le retour des frontières et le rejet des migrants au sein de la globalisation, les dilemmes de l'intervention qui succèdent à la question de la dissuasion, etc. Pierre Hassner avait ainsi décrit dans ses derniers articles (rassemblée dans le livre *La revanche des passions*, paru en 2016 chez Fayard) l'affaiblissement sans précédent du cadre multilatéral et par contre-coup le renforcement

du poids des passions dans la politique. La diplomatie de Donald Trump semble presque entièrement habitée par des causes d'ordre passionnel. Si celle-ci est à ce titre dangereuse (plus qu'imprévisible), la diplomatie de la raison et des intérêts sans passion impulsée par son prédécesseur, Barak Obama, était quant à elle avérée souvent impuissante, face notamment à la guerre en Syrie. Ce que Pierre Hassner espérait des diplomates, pour contrebalancer les travers du réalisme et des passions, c'était qu'ils puissent se doter d'une véritable éthique.

Il avait ainsi, en plus de ses consultances régulières, animé pour le CAP un groupe de recherche sur ces questions. Le premier séminaire, de 2002 à 2004, était directement lié à la problématique de l'intervention (à celle du Kosovo qu'il avait soutenu, tout en critiquant certains choix stratégiques, et à celle en Irak, qu'il avait condamné tout en critiquant les faiblesses du positionnement français, en passant par l'Afghanistan et la Lybie). Le second, en 2005-2006, intitulé « Ethique et relations internationales », aborda d'autres sujets et situations comme la réponse internationale au tsunami de décembre 2004 en Asie. Un autre groupe travail avait été consacré à l'idéologie du terrorisme. De ces travaux ont été tirés plusieurs notes dont les Carnets du CAP (en particulier les numéros 3 et 7) ont fait état, ainsi qu'un ouvrage intitulé : Justifier la guerre ? De l'humanitaire au contre-terrorisme. Publié aux presses de Sciences-po en 2005 puis, dans une seconde édition revue et augmentée, en 2013, il est co-signé avec Gilles Andréani, directeur du CAP au moment du lancement du premier séminaire. Pierre Hassner avait également co-signé au début des années 2000 un ouvrage sur les écoles de pensée dans la politique étrangère américaine (Washington et le monde : dilemmes d'une superpuissance, Autrement, 2003) avec Justin Vaisse, alors chercheur à la Brookings Institution. C'est dire combien, sans avoir jamais été un chargé de mission ni un consultant permanent, la collaboration et la pensée de Pierre Hassner auront compté pour le CAPS.

\*\*\*

# STRATÉGIE ET STRATEGIES

Y a-t-il une stratégie du mouvement communiste international envers l'Europe occidentale et méridionale ? Y en a-t-il plusieurs qui s'opposent, celle de l'URSS et celle ou celles des partis communistes occidentaux ? D'une part, il est clair qu'il n'existe plus (comme A. Kriegel avait tendance à le supposer pendant l'hiver 1974) une ligne générale décrétée par Moscou et suivie par l'ensemble du mouvement comme sous la Troisième Internationale et encore en 1947; d'autre part, il est clair que malgré le rôle accru et reconnu des différences nationales et régionales, la recherche d'une ligne commune, fut-elle différenciée ou réduite au plus petit commun dénominateur, continue à exister à deux niveaux au moins : celui de l'URSS qui n'a renoncé ni à son rôle dirigeant ni à l'instrument des conférences et des déclarations programmatiques ; celui des partis occidentaux qui, notamment sous l'impulsion des Italiens, ont cherché, surtout depuis la conférence de Bruxelles (janvier 1974) à définir des positions communes, en particulier pour tout ce qui touche aux problèmes économiques et sociaux dans le cadre du Marché Commun. Sur ce point comme sur d'autres, on peut noter le caractère contradictoire ou, du moins, évolutif, de l'attitude du P.C. français, tantôt champion de l'internationalisme souhaitant l'adoption d'un document contraignant à l'issue de la conférence en préparation, des P.C. européens, tantôt jaloux de son indépendance totale dans l'élaboration de sa ligne, mais toujours - jusqu'à présent- réticent à l'idée d'une ligne propre à un « eurocommunisme » occidental ou latin.

Peut-être, cependant, est-ce la notion même de stratégie qu'il faudrait mettre en cause, tout au moins pour ce qui concerne l'URSS. A toujours se demander si celle-ci a une stratégie offensive ou défensive, si elle est favorable au statu quo ou à la révolution, si elle favorise les gouvernements occidentaux en place ou l'arrivée au pouvoir de la gauche, on risque de négliger à la fois le caractère spécifique de la période actuelle, du moins en Europe et celui de la politique soviétique.

L'une et l'autre peuvent être davantage éclairées par la formule khrouchtchevienne du statu quo dynamique. L'URSS semble consciente des limites de son influence dans les régions qu'elle ne contrôle pas directement, en particulier dans celles qui sont couvertes par les organisations occidentales. Elle s'efforce de profiter des avantages (détente, coopéra-

tion économique et technique) que lui procure l'acceptation d'un statu quo qu'il n'est pas en son pouvoir de bouleverser. Mais en même temps sa vision du monde international n'est pas une vision statique. Elle consiste plutôt en un lent déplacement de la « corrélation des forces » en sa faveur.

Selon certaines formulations, ce déplacement est dû essentiellement à trois facteurs : le renforcement du camp socialiste et l'affaiblissement corrélatif du camp capitaliste grâce, notamment, aux victoires du mouvement de libération nationale, les divisions à l'intérieur du monde capitaliste, et la détente. Les différents éléments de cette évolution se trouvent, aux yeux des Soviétiques, dans une relation dialectique : si, en principe, ils doivent se renforcer mutuellement, des progrès trop brutaux de l'un des éléments peuvent être nuisibles aux autres, voire à la stabilité de l'empire soviétique lui-même, qui reste la priorité des priorités. Il s'agit donc d'encourager les courants favorables et de décourager les courants défavorables ou les contre-coups dangereux des premiers, en évitant par exemple que la détente ou la coopération économique ne mènent à un relâchement du contrôle central à l'intérieur du camp soviétique, ou que le renforcement de l'URSS et les divisions atlantiques ne conduisent à une défense autonome de l'Europe occidentale. Encouragement et découragement ne peuvent guère se faire que sous la forme de l'influence indirecte plutôt que celle de l'intervention directe.

D'autre part, plutôt qu'au dilemme « offensive – défensive », la question concrète qui se pose à l'URSS est plutôt celle des rapports entre processus et contrôle. L'URSS souhaite une désintégration contrôlée de l'Occident, mais elle sait qu'elle ne peut contrôler ce processus comme elle contrôle son propre empire. Tant qu'il se déroule de manière lente et progressive, elle n'a pas à se poser de choix décisifs, elle peut profiter simultanément d'avantages théoriquement incompatibles. Une accélération du processus, le surgissement de situations révolutionnaires ou de vides stratégiques peuvent la forcer à ce qui lui répugne profondément : choisir entre des stratégies de prudence ou d'aventure, entre le primat du contrôle et la dynamique du processus, entre des avantages locaux ou à court terme et le danger de compromettre une perspective globale ou à long terme.

Depuis 1973, il est certain que l'Europe et le monde occidental ou capitaliste dans son ensemble, qui étaient considérés comme stables et sujets à une évolution à très long terme posent à l'URSS des problèmes à la fois par leur crise économique, par la crise de la détente, par la possibilité

des gouvernements de gauche d'accéder au pouvoir, avec la participation de partis communistes dans plusieurs pays d'Europe occidentale, par l'évolution tactique ou doctrinale, de ces mantes partis vers des positions plus autonomes, ou plus critiques envers l'orthodoxie définie par Moscou. Dès lors, devant des développements qu'ils n'ont pas causés et qu'ils ne semblent pas avoir prévu les dirigeants soviétiques se trouvent devant des dilemmes à la fois idéologiques et tactiques, analogues par certains côtés à ceux qu'ils ont parfois connus dans le Tiers Monde mais pour la solution desquels ils ne disposent pas, en Europe, d'une perspective stratégique d'ensemble.

La conclusion provisoire de mon étude sera sans doute celle-ci : pour l'instant, la définition d'une telle ligne ne s'est pas encore produit et le Kremlin, pour l'instant, ne se voit pas encore dans l'obligation de renoncer à son attitude favorite consistant à reculer les choix en essayant de « *have its cake and eat it too* ». Les signaux qui en émettent sont contradictoires ; il semble que les divergences soient dans une certaine mesure à mettre au compte de différences d'opinion et d'hésitations au plus haut niveau, que d'autre part, on observe une certaine évolution (vers une détente de plus en plus musclée envers l'Occident et une tolérance sourcilleuse et méfiante envers les P.C. occidentaux, les deux accompagnées d'un durcissement préventif en Europe de l'Est, mais que surtout il s'agisse d'une différenciation des rôles et des attitudes répondant avant tout au soucis de garder deux fers au feu.

Pour les partis communistes d'Europe occidentale, du moins pour ceux dont l'importance est suffisante pour leur imposer des choix à l'intérieur du jeu politique de leurs pays respectifs, la question stratégique par excellence, celle du pouvoir, se pose de manière beaucoup plus directe et concrète.

Le centre en est la question de la voie - pacifique ou violente, parlementaire ou révolutionnaire - vers le pouvoir, et de la nature de ce pouvoir une fois atteint. Plus concrètement encore, puisqu'aucun de ces partis n'est en mesure de conquérir le pouvoir (ni sans doute, du moins dans un premier temps, de le garder) tout seul, la question cruciale est celle des alliances. Mais elle entraîne évidemment d'autres, que l'on peut présenter en termes de stratégie voire de tactique (de quelles concessions programmatiques ou idéologiques faut-il payer ces alliances ? par quels moyens et dans quelles mesures peut-on s'en assurer le

contrôle ? ) qui débordent la stratégie pour atteindre la nature même des partis communistes au triple plan :

- 1) de leur rapport avec la société, ou avec l'environnement national et international, dans lequel ils opèrent ;
- 2) de leur rapport avec l'URSS et avec le mouvement communiste international, ou ce qu'il en reste ;
- et 3) de leur structure interne.

La vraie question est, au fond, celle des rapports entre tactique, stratégie, et évolution : passe-t-on insensiblement de l'une à l'autre ? Le léninisme est avant tout un instrument de conquête du pouvoir : se peut-il qu'en Occident, pour atteindre le pouvoir, il faille cesser d'être léniniste - ou suffit-il de cesser de le paraître, ou encore le léninisme reprend-il, brusquement, dans des temps troublés, une actualité perdue ? S'agit-il, pour des partis restés révolutionnaires dans leur idéologie et leur structure, de s'adapter à une situation non-révolutionnaire ou pour des partis qui ont cessé d'être révolutionnaires, de se réadapter à des situations qui le redeviennent ? La situation actuelle, présente dans la plupart des cas la rencontre de deux ambiguïtés qui évoluent, à certains égards, dans des directions opposées : celle de partis en transformation qui ne répondent plus tout à fait au modèle révolutionnaire sans être devenus encore des partis démocratiques, et celle de conjonctures économiques et sociales qui ne connaissent plus la stabilité des années soixante sans être pour autant nécessairement mûres pour la révolution.

D'où, là-encore, un primat soit des contraintes structurelles tenant au degré de permanence ou d'évolution, perçue ou réelle, des partis communistes eux-mêmes, soit des tactiques inspirées par des situations inattendues, qui vient souvent troubler ou mettre en cause les stratégies à long terme.

Le parti dont la stratégie semble être la plus cohérente et commander le plus nettement à la fois l'évolution interne et les tactiques occasionnelles à savoir le Parti Communiste Italien, se trouve pris en porte à faux par une conjoncture (crise de l'économie et de la détente) contraire à l'évolution sur laquelle il comptait. Les partis communistes français et portugais qui avaient fort peu évolué, se voient confrontés à des facteurs inattendus (rôle des militaires et des gauchistes au Portugal, montée du parti socialiste en France) qui les amènent à des ajustements tactiques acrobatiques ouvrant peut être la voie à des évolutions sur le plan intérieur ou sur celui des rapports avec l'URSS, non prévues par leurs stratégies et peut-être amenées à les modifier.

De toute façon, la question des résultats convergents ou divergents de ces évolutions et de ces adaptations sur le triple plan national, européen de l'Ouest, et mondial ou « internationaliste prolétarien » reste ouverte.

## EVALUATION DE LA SITUATION EN EUROPE OCCIDENTALE PAR L'URSS ET LES PC

### Eléments communs

1) *Données de base :*

Sociétés capitalistes situées dans le monde atlantique c'est-à-dire plus exposées à l'influence américaine qu'à l'influence soviétique.

2) *Données nouvelles, posant la question du pouvoir :*

- a) crise économique
- b) « changement du rapport des forces en faveur du camp socialiste ».

3) *Données portant à la prudence :*

Montée des classes moyennes, danger de la voir se tourner vers la droite, dangers d'une réaction « fasciste » au plan national « d'exportation de la contre-révolution » et de mise en cause de la détente au plan international.

### Divergences dans l'évaluation des éléments communs

1) *Sur la crise économique :*

L'analyse du P.C.F. est la plus dogmatique - à partir de la notion du capitalisme monopoliste d'Etat et de sa crise, mis en avant dès 1966. Caractère décisif de la crise du capitalisme, caractère artificiel de la crise de l'énergie d'où refus de l'austérité.

L'analyse du P.C.I. est la moins radicale : la notion de capitalisme monopoliste d'Etat très peu employée. Insistance sur les bienfaits de la croissance et de la concurrence, croyance manifeste à l'avenir du



## 1976 : les stratégies de l'URSS et des P.C. en Europe occidentale et méridionale

capitalisme - prise au sérieux de la crise de l'énergie et de la nécessité de l'énergie. Analyse pratiquement identique à celle des socialistes voire moins marxiste qu'elle.

Analyse soviétique : varie selon les auteurs et les moments. Sur le Point doctrinal - prévalence de la notion d'un stade qualitativement nouveau de la crise du capitalisme. Sur le plan pratique, pari sur sa survie.

### 2) *Sur le contexte international :*

P.C.F. : accent sur le « changement du rapport des forces en faveur du socialisme qui rend possible les transformations sociales en France. Mais reproche aux Russes de ne pas l'exploiter et d'être tentés d'identifier détente et statu quo. Cf. critiques chinoises fin des années 50.

P.C.U.S. : détente, non exportation de la révolution, mais aussi accent sur le changement du rapport des forces qui rend plus difficile l'exportation de la contre-révolution et sur le caractère dynamique de la coexistence pacifique.

P.C.I. : pratiquement pas de référence aux effets favorables, en Europe, du changement des rapports de force. Accent sur la détente qui doit rendre acceptable les changements politiques à l'intérieur des alliances à condition qu'elles ne mettent pas en cause l'équilibre de celles-ci. La Communauté européenne, cadre d'une Europe « ni anti-américaine ni anti-soviétique ».

P.C.E. : Méfiance plus grande ou en tout cas plus affichée envers les deux Grands - accusée de vouloir le statu quo pour maintenir leurs sphères d'influence (seule divergence avec les Italiens). Le cadre politique doit être celui de l'Europe occidentale mais il n'est possible qu'à condition d'une rupture nette avec Moscou. En un sens, Europe ni pro-soviétique ni pro-américaine. Analyse italienne pour l'intérieur, gaulliste pour l'extérieur.

### 3) *Sur les structures sociales :*

Inter-classicisme beaucoup plus net chez les Italiens et les Espagnols que chez les autres. Reconnaissance de la montée des classes moyennes, de l'importance du travail intellectuel et, plus généralement, de la différenciation sociale amène à dissoudre pratiquement le primat de la classe ouvrière au profit d'un bloc historique de l'Italie productive.

Au contraire, pour les Soviétiques et les Portugais schéma classique la classe ouvrière a cru en nombre et en importance; les classes moyennes et la paysannerie, prolétarisés, gravitent autour d'elle ou sont attirées dans sa direction.

Chez les Français, analyse double, ambiguë, et actuellement en évolution  
a) la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat aboutit à opposer « une poignée de monopolistes » - les deux cents familles - à l'immense majorité ou au « peuple de France » ; b) mais maintien du primat de la classe ouvrière qui, comme pour les Soviétiques, croit en l'importance et doit diriger l'alliance composite du peuple ; c) cependant l'abandon de la « dictature du prolétariat » est un pas dans la direction italienne de l'inter-classisme.

### Eléments nationaux particuliers

Deux partis clandestins ou ex-clandestins, dans des situations post dictatoriales : Portugal, Espagne. Problème de la violence. Rôle de l'armée comme arbitre. Force des gauchistes qui, en France et en Italie, posent beaucoup moins de problèmes aux P.C. qu'en 1968-69.

Deux partis de masse, dominant le syndicat le plus important et insérés dans le système des institutions démocratiques : France et Italie.

Différences de structures économiques et sociales. Degrés divers de modernisation : du Portugal à la France en passant par l'Espagne et l'Italie. Rôle spécifique de la question agraire (Portugal) de la question des minorités nationales (Espagne), de l'Eglise (Portugal, Espagne, Italie). Administration clientéliste et parasitaire (Italie), centralisée et relativement efficace (France). Relations différentes entre l'État et la société.

Différence, dans l'échiquier politique :

- à gauche :

Le P.C. est nettement plus fort que le P.S. : Italie.

Le P.S. est nettement plus fort que le P.C. : Portugal.

Le P.S. est probablement nettement plus fort numériquement que le P.C. et moins organisé : Espagne.

Rivalité P.C.-P.S. avec avantage numérique récent au P.S. et avantage d'organisation au P.C. : France.

- au centre et à droite :

## 1976 : les stratégies de l'URSS et des P.C. en Europe occidentale et méridionale

Différences entre le régime post-franquiste en Espagne, militaires d'une part, P.P.D. + C.D.S. de l'autre au Portugal, D.C. en Italie, majorité (UDR et les autres) en France.

Conséquences pour les combinaisons intérieures possibles. Rapports avec les orientations extérieures. Rapports communistes-gaullistes en France (thème de l'État, du nationalisme, de la méfiance envers l'Allemagne), communistes-catholiques (les deux cultures, les deux Eglises ?) et communistes - industrie (les deux forces modernes) en Italie.

Différence entre les conjonctures : la question du pouvoir dans l'État a été posée au Portugal dans une situation révolutionnaire. Mais ne l'est plus pour l'avenir prévisible, ne l'est pas pour l'instant en Espagne, l'est en Italie et en France à travers les institutions démocratiques. La question du pouvoir dans la société est posée dans les quatre pays mais avec des conséquences politiques différentes.

Différences dans l'évaluation des quatre situations par l'URSS : importance internationale du pays : France et Portugal aux deux extrêmes rapports avec les P.C. (au meilleur : Portugal ; au pire : Espagne).

## STRATÉGIES D'ACCÈS AU POUVOIR

Deux aspects complémentaires et contradictoires communs, les proportions variant à l'intérieur de chacun d'eux :

- 1) acceptation du suffrage universel mais combiné avec d'autres formes de pouvoir ;
- 2) alliances de gauche mais combinés avec d'autres partenaires.

### Conquête des positions de pouvoir

Tous déclarent accepter la voie pacifique mais avec des limites de fait (Espagne) et d'orientation (Portugal, préférence pour une stratégie conspirative de minorité agissante). Mais « voie pacifique ou démocratique » différente de « voie parlementaire ». Même chez les Italiens chez qui, sur le plan pratique et théorique, l'importance accordée au Parlement et au pluralisme sont considérables, stratégie de la présence dans la société : région, organisation de masse, université, culture, presse, armée. Chez les Français, stratégie de l'encadrement, création d'une contre-société : plus grand isolement et plus grande prétention à l'exclusivité que chez les

Italien : mais également (cf. Manifeste de Champigny, 1968), accent sur la capacité de mobilisation des masses et sur les positions de pouvoir privilégiées - avant tout dans les entreprises, encore accentuée par la rivalité avec le P.S. et l'avantage électoral de celui-ci. De même en Espagne, place-fortes des communistes dans les commissions ouvrières, dans la presse et les institutions franquistes etc. compensant l'avantage numérique probable des socialistes.

Contre-pouvoirs et « zones libérées » (Carillo). Chez les Portugais, noyautage clandestin (notamment du MFA) plus investissement par en haut (notamment syndicats, municipalités, mass media) plus capacité de mobilisation d'une partie des ouvriers et des paysans. Noyautage clandestin important aussi chez les Espagnols mais qui déclarent se soumettre à la loi de la majorité. Rapport différent des P.C. avec les fronts, syndicats, organisations de masse : rapport plus exclusif et plus étroit du P.C.F. avec la C.G.T., rapport plus diffus, plus différencié et moins contrôlé du P.C.I. avec une variété d'organisations plus ou moins autonomes.

### Alliances politiques et sociales

Tous ont une stratégie d'alliances : pour aucun cette alliance n'est simplement une alliance de classe.

P.C.F. : Union de la gauche, programme commun et confrontation avec la majorité giscardienne.

Par opposition à P.C.I. : « compromis historique », refus des 51 %.

De même, sectarisme autoritaire du P.C.P. contre le pluralisme œcuménique du P.C.E.

Mais, chez les Français, appel aux gaullistes par-dessus la tête des socialistes, alliance sur la base de l'indépendance nationale, de l'opposition à l'intégration européenne aux États-Unis et à l'Allemagne (cf. C.E.D.) « union du peuple de France » contre les monopoles (accent entre mai et octobre 1974 et de nouveau depuis-le XXIIème Congrès). Difficile conciliation des trois aspects : union de la gauche, rassemblement nationaliste et union du peuple anti-capitaliste, mais permet au P.C. de jouer un rôle de pivot et de déborder le P.S.

Inversement, chez les Italiens, ambiguïté des alliances entre a) l'alliance du travail et du profit contre la rente, position Moderniste, dialogue avec l'industrie et avec l'Europe, contre les secteurs pré-capitalistes et

## 1976 : les stratégies de l'URSS et des P.C. en Europe occidentale et méridionale

parasitaires; b) l'alliance de tous les grands courants populaires - donc avec les catholiques représentés par l'Église et la D.C., donc avec leurs clientèles respectives et toute l'Italie pré-capitaliste et traditionnelle - avec des implications internationales nationalistes et tiers-mondistes - etc.) devant le refus capitaliste et catholique sous l'entraînement de la dynamique des luttes sociales ou des victoires électorales, retour vers un frontisme de fait ou provisoire : alternative de gauche.

De même, chez les Espagnols, tentative pour déborder les socialistes par des alliances plus larges (déco-chrétiens, monarchistes), dirigée par le P.C. dans la Junte démocratique, puis unité dans la « Coordination ». Hésitation entre « rupture négociée », c'est-à-dire dialogue avec le gouvernement.

Chez les Portugais, le sectarisme va de pair avec l'extrême opportunisme tactique des alliances successives avec M.F.A., gauchistes, groupe des 9, P.S.

### Programmes de gouvernement et projets de société

Opposition entre tendance franco-portugaise et tendance italo-espagnole, qui ne correspond que très partiellement aux différences entre types de société. : modèle bureaucratique ou capitaliste d'Etat chez les Français et les Portugais, social-démocratisant et néo-capitaliste chez les Italiens et les Espagnols.

On retrouve l'opposition État-société, centralisation – décentralisation -nationalisations, hostilité au Marché Commun, à la concurrence internationale chez les Français et les Portugais, éloge de la concurrence, de l'ouverture et de l'Europe chez les Italiens. Attitudes différentes des Espagnols et des Portugais sur la réforme agraire.

Ces oppositions schématiques sont évidemment à nuancer : chez les Français, effort pour rassurer la petite bourgeoisie, discussion sur la gestion démocratique, etc. ; chez les Italiens, réductions prévues de certaines importations, rôle accru de l'Etat pour définir des priorités d'investissement et de consommation - de même que sur le plan international, une certaine acceptation du cadre européen chez les Français, un certain nationalisme naissant chez les Italiens. Rencontre sur l'idée d'une « défense tous azimut ». Mais fondamentalement, en France le programme commun représente surtout une évolution des socialistes en direction des communistes (de même, pour l'attitude envers les Etats-

Unis, l'impérialisme, l'intégration européenne, etc..) alors qu'en Italie ce sont surtout les communistes qui ont évolué vers le centre, jusqu'à adopter pratiquement en politique économique comme en politique extérieure, les positions du centre-gauche au début des années 60 et à faire l'éloge du contrat social britannique et de la social-démocratie scandinave.

Evolutions possibles - si le P.S.français, en gagnant en force électorale, acquiert plus d'assurance idéologique et devient inspirateur plus que suiveur ou, inversement, si le P.C.E., devant un échec de sa stratégie de compromis et de conciliation, se trouve au pouvoir ou dans l'opposition, amené à se durcir.

### **Stratégies d'exercice du - et de maintien au - pouvoir**

On retrouve le problème des rapports à l'intérieur de la coalition au pouvoir et avec l'ensemble de la société. Portugais, soutenus par les Soviétiques, processus révolutionnaire, élimination successive des alliés gênants, démantèlement des positions stratégiques de l'opposition.

Chez les Italiens et les Français, acceptation affirmée du pluralisme des partis à égalité de droits ainsi que des droits de l'opposition, de la possibilité de l'alternance. Mais ambiguïté, tant au niveau de la théorie qu'à celui du comportement, surtout chez les Français : maintien de la notion d'avant-garde, de la prétention à être le parti de la classe ouvrière, et du rôle dirigeant de celle-ci. La deuxième notion est affaiblie par la renonciation à celle de dictature du prolétariat, mais la première est renforcée par la rivalité avec le P.S. Chez les Italiens, au contraire, abandon sans équivoque de la notion du parti de la classe ouvrière (le pluriel est de rigueur) ; pour le rôle de la classe ouvrière elle-même, une certaine ambiguïté subsiste : l'hégémonie remplace la dictature, elle doit elle-même être exercée par le nouveau bloc historique plutôt que par la classe ouvrière, mais celle-ci garde un rôle dirigeant, mal défini, à l'intérieur de celui-là.

Pour les Soviétiques, ces points semblent revêtir une importance capitale. Cf débats avec les Italiens sur le Chili et le Portugal. Pour les Italiens la leçon est la nécessité d'aller plus avant dans le sens du pluralisme et de la démocratie qu'Allende. Pour les Soviétiques, au contraire, il faut que le P.C. s'assure davantage du contrôle de la coalition et de celui de la

## 1976 : les stratégies de l'URSS et des P.C. en Europe occidentale et méridionale

presse, de l'armée etc.. sans hésiter à recourir à la violence. Les alliances, la pluralité des parties et la phase de démocratie nationale ne sont pas exclues, mais à condition d'être clairement perçues comme transitoires et de ne pas mettre en cause le primat de la classe ouvrière et celui du parti communiste.

Pour les français, les leçons du Chili et du Portugal semblent ambiguës. Nécessité (comme pour les Italiens) de rassurer la petite-bourgeoisie et d'élargir les alliances ; mais aussi (comme pour les Soviétiques et les Portugais) d'assurer par tous les moyens le contrôle du parti.

Pour les Espagnols, on manque d'éléments en dépit des nécessités de la clandestinité, affirmations de pluralisme et provocations à l'égard des Soviétiques, malgré l'abandon par ces derniers de la fraction rivale fomentée par eux et la reprise des relations en 1974, voire d'une collaboration avec des P.C. pro-soviétiques.

Avertissement de ces derniers : la voie démocratique, non violente, est acceptable à la rigueur (avec les précautions idéologiques ci-dessus) à trois conditions : de neutraliser les ennemis éventuels de la coalition, y compris à l'intérieur de celle-ci, de s'assurer le soutien de la petite bourgeoisie, de la paysannerie etc. et d'avoir le soutien du camp socialiste contre l'exportation de la contre-révolution.

Donc : conseils de prudence, de fermeté léniniste, et de solidarité avec l'URSS.

## HYPOTHESES ET PERSPECTIVES

### Au-delà des stratégies : les P.C. sont-ils encore communistes ?

Au-delà des programmes et des stratégies, nécessairement ambigus, les deux critères sont la structure interne et le rapport avec l'URSS.

Sur le premier point, les quatre partis considérés sont centralistes, « démocratiques » ou léninistes, en ce sens que l'autorité et les décisions y sont hiérarchiques et centralisées. Le P.C. Portugais se passe de commentaires. Le P.C. espagnol s'y dérobe par sa condition clandestine. Le problème concerne essentiellement le P.C.F. et le P.C.I. S'ils sont semblables quant à l'organisation au sens strict (absence d'élections véritables, interdiction des fractions organisées), ils sont très différents pour tout le reste : le P.C.I.

s'est voulu parti de masses plutôt que de cadres, a donné le primat à la section sur la cellule d'entreprise, tolère les discussions ouvertes et les divergences publiques entre dirigeants, est beaucoup plus ouvert sur la société tant au point de vue intellectuel qu'à celui de la composition du groupe dirigeant ou du rapport avec les organisations extérieures. Le P.C.F. est beaucoup plus classiquement ouvriériste et, jusqu'à présent, monolithique et imperméable.

Conséquences sur La nature de leurs rapports avec l'URSS et le mouvement communiste international : le P.C.I. a, dès le départ, une tradition d'interpénétration avec la société théorisée par Gramsci, développée à travers les étapes de 1945, 1956, 1964, 1968, 1973, qui l'italianise, l'électoratise, le social-démocratise et par là même le déstalinise et le déléninise progressivement, encore que cette évolution n'ait pas encore atteint le noyau central, celui du pouvoir à l'intérieur du parti. Le P.C.F., beaucoup plus stalinien au départ, a réagi en sens inverse en 1956 et, après une période de lente convergence avec le P.C.I. sous Waldeck Rochet, a semblé se durcir et se solidariser à nouveau de plus en plus avec l'URSS en 1974-75 (attitudes sur le Portugal, brochures de propagande sur l'URSS : « le socialisme se porte bien », « l'agriculture soviétique », etc.). Aujourd'hui, conflit frontal avec l'URSS - beaucoup plus que les Italiens mais qui ne semble pas résulter d'une évolution interne du Parti. Bien que celle-ci doive s'en ressentir à long terme, pour l'instant le thème du conflit est bien plus l'indépendance comme telle, et l'accusation portée à l'URSS de sacrifier la révolution à la détente, que la démocratie ou la liberté. Exemple : le P.C.F. n'est pas représenté au Congrès du PCUS, mais l'est à celui du P.C. tchécoslovaque dont il a accepté la normalisation.

Le P.C.I. est représenté à Moscou, où Berlinguer est reçu par Brejnev mais non à Prague. Solidarité avec Dubcek et les hommes du Printemps de Prague, attaqués par le PCF. De même, place différente accordée aux dissidents soviétiques.

Cf. comparaison avec l'Europe de l'Est : les deux voies – celle, tchécoslovaque ou hongroise - de la libéralisation, et celle roumaine ou albanaise, de la désatellisation. L'une peut mener à l'autre (Cf. Yougoslavie) mais elles sont distinctes.

P.C.I. : évolution interne - déléninisation, du moins dans les rapports avec la société - mène à une distance de plus en plus grande par rapport à l'URSS malgré la volonté d'éviter le conflit.



## 1976 : les stratégies de l'URSS et des P.C. en Europe occidentale et méridionale

P.C.F. : conflit avec l'URSS - pour raisons électorales (P.S.) personnelles (Marchais) ou nationales (« déviation roumaine ») - devrait entraîner des changements dans la structure du parti et ses rapports avec la société. Mais pour l'instant, ce qui frappe, c'est le caractère heurté, acrobatique et parfois artificiel des prises de position - par opposition au caractère organique et régulier de l'évolution italienne.

Pronostics difficiles. Retour en arrière du P.C.I. possible en cas de situation polarisée et d'échec, mais peu probable.

Pour le P.C.F., deux changements de ligne en un an (3 étapes :

1) Union de la gauche, dans l'ombre de Mitterrand ; 2) Octobre 1974 — novembre 1975 : attitude sectaire - attaque contre les socialistes contre le P.C. Italien, identification aux Soviétiques et aux Portugais ; 3) depuis novembre 1974, synthèse des deux – retour à l'union – mais en continuant, sous une forme plus modérée, les critiques envers le P.S. et en accentuant l'appel aux gaullistes, détachement par rapport à l'URSS - combinaison d'indépendance nationale et d'identité ouvriériste donnent une apparence de tactique plus réversible.

Cependant, tendance sous-jacente, heurtée et contradictoire, vers l'adaptation à la réalité française, comportant un primat de l'Etat et une forte influence du gaullisme, comme le P.C.I. s'adapte à une réalité italienne qui comporte le primat de la société et une orientation européenne.

## LE JEU DE L'URSS : IDÉOLOGIE ET POLITIQUE

L'URSS a toujours poursuivi deux politiques ; d'Etat à Etat et de parti à parti. Aujourd'hui, non seulement cette distinction continue dans ses rapports avec les pays d'Europe occidentale (ex. jeu triangulaire avec le P.C.F. et le gouvernement français - amabilités pour le P.C. lors de la visite de Giscard, pour Giscard lors du Congrès du PCUS), mais elle se retrouve dans les rapports avec les P.C. eux-mêmes : d'une part disciples ou hérétiques en puissance qu'il faut rappeler à l'orthodoxie ou dont il faut éviter la contagion, d'autre part forces politiques dont la participation au pouvoir doit, pour la première fois, être envisagée sérieusement et qu'il s'agit d'exploiter ou du moins de ne pas s'aliéner.

Idéologiquement, si le conflit est plus aigu avec le P.C.F., la menace la plus constante et la plus sérieuse vient du P.C.I. dans la mesure où celui-ci risque davantage de se social-démocratiser. D'autre part, P.C.I. et surtout P.C.E. encouragent l'idée de l'euro-communisme, d'un modèle ou d'un pôle du socialisme pluraliste adapté aux sociétés plus civilisées de « l'Occident européen » - idée qui est la plus « dangereuse » pour ses répercussions en Europe de l'Est. De même le bloc italien-espagnol-yougoslave-roumain aux pourparlers préparatoires à la conférence des P.C. européens, alors que les Français font cavalier seul et se cherchent plutôt des répondants dans le Tiers Monde anti-impérialiste (cf. la « troisième position » - Cuba, Corée du Nord, Vietnam du Nord - aux débuts du schisme sino-soviétique).

De même, sur le plan de la Realpolitik, le nationalisme à l'extérieur du bloc et la campagne anti-allemande du P.C.F. servent les intérêts de l'URSS alors que la campagne du P.C.I. pour le renforcement des institutions européennes (cf. candidature de Spinelli) la dessert.

Inversement, l'URSS souhaite actuellement la détente et, pour autant, déteste être accusée de pactiser avec l'impérialisme. D'où attitude relativement défensive et conciliante devant les accusations françaises (article de Zagladi, Temps Nouveaux, mai 1976).

Probablement l'URSS souhaite avant tout un affaiblissement et une politique extérieure conciliante de l'Europe occidentale. La participation des P.C. au pouvoir, dans un ou plusieurs gouvernements, devrait lui paraître favorable dans cette perspective, mais pas à n'importe quel prix. Si elle provoque suffisamment de crise en Occident pour affaiblir celui-ci, sans détruire la détente, si, de son côté, elle peut contrôler les effets en Europe de l'Est, le bilan devrait être favorable. Si, au contraire, l'aboutissement est un plus grand dynamisme des sociétés occidentales et de la construction européenne, et une plus grande intégration des P.C. dans celle-ci, le bilan est négatif. L'URSS doit souhaiter que les P.C. réussissent mais pas trop, qu'ils se transforment assez pour participer au pouvoir mais pas assez pour ne plus avoir besoin de son soutien ou pour donner le mauvais exemple. Il est probable que, dans chaque cas, sa préférence n'est pas définitive et qu'elle dépendra de son évaluation des réactions occidentales. Réciproquement, celles-ci peuvent, selon les cas, contribuer à donner à l'URSS une victoire à peu de frais ou à encourager

## 1976 : les stratégies de l'URSS et des P.C. en Europe occidentale et méridionale

une évolution qui signifiera pour elle un échec historique comparable, à long terme, au schisme chinois.

### NOTES :

1 : Kriegel (A.), "Une nouvelle stratégie communiste", *Contrepoint*, 17, 1975.

2 : Cf. les articles de Joan Urban : Italian Communist and Soviet views on pluralism : the Chilean Catalyst", *Orbis*, 1974 et "Recent Soviet views on Revolution in Western Europe", *Orbis*, 1976.

3 : On trouve un résumé particulièrement clair et équilibré des vues orthodoxes qui contient les trois critères, dans l'article de F.Varnai, « Les voies du socialisme », *Nepszerbadag*, 20 mars .1976. Traduit dans *R.F.E. Research*, 25 mars 1976.

